7^{ème} et 2^{ème} chambres réunies
Séance du 9 janvier 2019
Lecture du 25 janvier 2019 - B

CONCLUSIONS

M. Gilles PELLISSIER, rapporteur public

Parce qu'elle conduit à un juge disposant de nombreux pouvoirs, la voie de l'action en reprise des relations contractuelles ouverte par votre décision de Section du 21 mars 2011, *cne de Béziers* (n° 304806), dite *Béziers II*, bien qu'étroite, a donné lieu à de nombreuses décisions précisant l'office du juge, auxquelles s'ajoutera celle que vous rendrez sur l'affaire qui vient d'être appelée.

Par une convention de délégation de service public conclue le 31 mars 1995, la ville de Cannes a confié à la société Uniparc Cannes l'exploitation de huit parcs de stationnement, sept existants et un à construire, pour une durée de 30 ans. Par une délibération du 16 juillet 2018, le conseil municipal de Cannes a autorisé le maire à prononcer la résiliation de cette convention pour un motif d'intérêt général tiré de sa durée excessive, ce que le maire a fait quelques jours plus tard en fixant la prise d'effet de cette décision au 1^{er} mars 2019, afin de respecter le délai de préavis conventionnel. La société Uniparc a saisi le TA de Nice de conclusions en reprise des relations contractuelles, assorti de conclusions aux fins de suspension de l'exécution de la résiliation et de reprise provisoire des relations contractuelles. Par l'ordonnance du 20 septembre 2018 contre laquelle la société Uniparc se pourvoit en cassation, le juge des référés du TA de Nice a rejeté sa demande.

Après avoir rappelé l'office du juge du contrat saisi en référé d'une demande de reprise des relations contractuelles à titre provisoire et longuement décrit les projets de la commune en vue de faciliter le stationnement en centre ville afin d'y attirer une clientèle qui s'en détourne au profit des centres commerciaux périphériques, l'auteur de l'ordonnance attaqué a estimé « qu'une reprise des relations contractuelles serait, en tout état de cause, dans les circonstances de l'espèce, de nature à porter une atteinte excessive à l'intérêt général défini comme il a été dit dans la politique commune du stationnement à Cannes » et rejeté la demande « sans qu'il soit besoin de se prononcer sur la condition tenant à l'existence d'une situation d'urgence ».

La principale question que pose cette ordonnance est celle de savoir si son auteur n'a pas méconnu son office en se prononçant directement et uniquement sur l'atteinte à l'intérêt général que porterait la reprise des relations contractuelles qui lui était demandée, en faisant l'économie, que traduisent les mots « en tout état de cause », de l'appréciation de la validité de la mesure de résiliation.

La description que vous avez donnée de l'office du juge du contrat saisi de conclusions en reprise des relations contractuelles, au fond comme en référé, dans votre décision de *Bézières II*, semble à première vue faire obstacle à un tel raccourci. Nous en rappellerons les principaux traits, en faisant abstraction des règles relatives à l'indemnisation du préjudice du titulaire, qui ne sont pas en débat.

Commençons par l'office du juge du contrat saisi au fond « par une partie d'un recours de plein contentieux contestant la validité d'une mesure de résiliation et tendant à la reprise des relations contractuelles ». Il lui incombe, « lorsqu'il constate que cette mesure est entachée de vices relatifs à sa régularité ou à son bien-fondé, de déterminer s'il y a lieu de faire droit, dans la mesure où elle n'est pas sans objet, à la demande de reprise des relations contractuelles, à compter d'une date qu'il fixe, ou de rejeter le recours, en jugeant que les vices constatés sont seulement susceptibles d'ouvrir, au profit du requérant, un droit à indemnité (...). / Pour déterminer s'il y a lieu de faire droit à la demande de reprise des relations contractuelles, il incombe au juge du contrat d'apprécier, eu égard à la gravité des vices constatés et, le cas échéant, à celle des manquements du requérant à ses obligations contractuelles, ainsi qu'aux motifs de la résiliation, si une telle reprise n'est pas de nature à porter une atteinte excessive à l'intérêt général et, eu égard à la nature du contrat en cause, aux droits du titulaire d'un nouveau contrat dont la conclusion aurait été rendue nécessaire par la résiliation litigieuse ».

Le raisonnement du juge se déroule en deux temps : il doit tout d'abord décider s'il y a matière à reprise des relations contractuelles, c'est-à-dire si cette demande de reprise a une cause légitime et un objet.

La cause légitime, qui fonde la demande, est l'irrégularité, au sens large, de la résiliation. Celle-ci constitue en quelque sorte le fait générateur de la possibilité d'une reprise. Les appréciations ultérieures que le juge devra effectuer visent toutes à déterminer les conséquences de cette irrégularité de la résiliation, au regard de la nature des vices dont elle est entachée mais aussi des effets d'une éventuelle reprise des relations contractuelles. La question d'une éventuelle reprise des relations contractuelles ne se pose pas si la résiliation est régulière et bien fondée. Elle se pose mais peut être écartée immédiatement si la résiliation est entachée d'irrégularités de pure forme (CAA Nancy, 21 juin 2016, *sté Artélia Eau et Environnement*, n° 14NC00335, pour une insuffisance de motivation de la résiliation) ou qui ont été régularisées.

Le juge doit également s'assurer que la demande de reprise conserve un objet, autrement dit que les relations contractuelles ne sont pas arrivées à leur terme conventionnel et, faut-il ajouter au considérant de principe de votre décision de Section, que cet objet n'est pas illicite, puisque vous avez très logiquement jugé que l'illicéité d'une relation contractuelle, qu'il devrait notamment soulever d'office pour écarter le contrat s'il était saisi d'une demande relative à son exécution, fait obstacle à ce que le juge puisse en ordonner la reprise (CE, 1^{er} octobre 2013, *Sté Espace Habitat Construction*, n° 349099, aux T sur ce point).

Mais l'originalité de l'office du juge du contrat, ici comme dans le cadre des autres recours dont il peut être saisi, réside dans le deuxième temps de son office, celui qui le conduit à déterminer s'il y a lieu, alors qu'il y a matière, de faire droit à la demande. Le premier temps est commun à tout juge chargé d'apprécier la validité d'une décision administrative. Le deuxième étend son office à l'évaluation des effets sur l'intérêt général et

les droits des tiers de ce qui serait la conséquence normale des constats effectués dans le premier temps du raisonnement, la reprise des relations contractuelles. Il y procède en mettant en balance la gravité des vices constatés, les manquements du requérant à ses obligations contractuelles, les motifs de la résiliation, et les intérêts auxquels la reprise pourrait porter atteinte, intérêt général ou droits du titulaire d'un nouveau contrat.

L'irrégularité de la décision de résiliation détermine donc à la fois la possibilité et l'opportunité de la reprise des relations contractuelles sur laquelle le juge doit se prononcer.

L'office du juge du contrat saisi dans le cadre du référé suspension d'une demande de reprise des relations contractuelles à titre provisoire est une adaptation des principes directeurs que nous venons de décrire aux conditions de la suspension de l'exécution d'une décision administrative posées par l'article L. 521-1 du code de justice administrative.

Ces conditions sont, vous le savez, au nombre de deux, que le juge des référés doit apprécier après avoir vérifié que la demande conserve un objet. Au titre de l'urgence, il doit prendre en compte, « d'une part les atteintes graves et immédiates que la résiliation litigieuse est susceptible de porter à un intérêt public ou aux intérêts du requérant, notamment à la situation financière de ce dernier ou à l'exercice même de son activité, d'autre part l'intérêt général ou l'intérêt de tiers, notamment du titulaire d'un nouveau contrat dont la conclusion aurait été rendue nécessaire par la résiliation litigieuse, qui peut s'attacher à l'exécution immédiate de la mesure de résiliation ». « Pour déterminer si un moyen est propre à créer, en l'état de l'instruction, un doute sérieux sur la validité de la mesure de résiliation litigieuse, il incombe au juge des référés d'apprécier si, en l'état de l'instruction, les vices invoqués paraissent d'une gravité suffisante pour conduire à la reprise des relations contractuelles et non à la seule indemnisation du préjudice résultant, pour le requérant, de la résiliation ».

Comme précédemment, la reprise provisoire des relations contractuelles n'est possible que s'il existe un doute sérieux sur la validité de la résiliation.

Votre décision de Section, non plus que votre décision du 17 juin 2015, *cne d'Aix-en-Provence* (n° 388433, aux T) qui en fait l'une des rares applications positives, ne reprend dans cette partie consacrée à l'office du juge des référés le considérant consacré dans la partie précédente à la mise en balance à laquelle doit procéder le juge du fond pour déterminer s'il y a lieu de faire droit à la demande, dans laquelle intervient les effets d'une reprise des relations contractuelles sur l'intérêt général ou les droits du titulaire d'un nouveau contrat.

Elle ne le fait pas car d'une part la prise en compte des effets d'une éventuelle reprise de ces relations sur l'intérêt général ou les droits du titulaire d'un nouveau contrat fait partie de l'appréciation de l'urgence, d'autre part la prise en compte de l'atteinte excessive qu'une reprise pourrait porter à l'intérêt général ou aux droits du titulaire d'un nouveau contrat peut être regardée comme comprise dans l'appréciation de la « gravité suffisante » des vices invoqués pour conduire à la reprise des relations contractuelles. En d'autres termes, le juge des référés ne pourrait retenir un moyen sérieux de nature à faire naître un doute sur la validité de la mesure de résiliation que si ce moyen le convainc non seulement que la résiliation est irrégulière, mais qu'elle est d'une irrégularité telle qu'elle justifie la reprise des relations contractuelles, malgré l'intérêt général qui pourrait s'y opposer.

Votre décision *Cne d'Erstein*, du 16 novembre 2016 (n° 401321, aux T), sur laquelle nous reviendrons, ajoute d'ailleurs ce considérant à la description de l'office du juge des référés et en fait application pour rejeter la demande.

S'il fallait appliquer rigoureusement ces principes, il en découlerait d'une part que le juge du contrat saisi au fond ne peut faire abstraction des vices dont est entachée la décision de résiliation pour ne se prononcer que sur les effets d'une reprise sur l'intérêt général, car ces effets se mesurent notamment « eu égard à la gravité des vices constatés », d'autre part que le juge des référés le peut pour juger que la condition d'urgence n'est pas remplie, puisque cette condition tient uniquement à l'appréciation des effets de la résiliation et de la reprise demandée, mais qu'il ne le peut pas davantage que le juge du fond pour apprécier l'existence d'un doute sérieux.

Le problème est que l'auteur de l'ordonnance attaquée ne s'est pas prononcé sur l'urgence : il le souligne et n'aurait d'ailleurs pas pu tenir dans cette perspective le raisonnement qu'il a suivi car s'il pouvait faire abstraction de l'irrégularité de la résiliation pour apprécier la condition d'urgence, il n'aurait pu, comme il l'a fait, ne tenir compte que de l'intérêt général poursuivi par la commune, sans le mettre en balance avec l'intérêt du titulaire à reprendre les relations contractuelles.

Il ne s'est pas non plus expressément prononcé sur l'existence d'un moyen de nature à faire naître un doute sérieux quant à la validité de la résiliation, qu'il écarte « en tout état de cause », mais dans la mesure où il se prononce directement sur les effets de la reprise des relations contractuelles sur l'intérêt général dans un cadre qui ne peut qu'être celui du considérant décrivant comment le juge du contrat doit déterminer s'il y a lieu de faire droit à la demande de reprise des relations contractuelles, cadre qui s'intègre à la condition tenant à l'existence d'un doute sérieux, vous pourrez regarder l'ordonnance comme fondée sur cette seconde condition.

Mais dans ce cadre, nous l'avons vu, il doit en principe apprécier les effets de la reprise sur l'intérêt général « eu égard à la gravité des vices constatés », ce qu'il n'a pas fait.

Il semble s'être inspiré de votre décision *Cne d'Erstein*, du 16 novembre 2016, que nous avons citée, qui ne va cependant pas aussi loin dans l'ellipse des étapes normales de l'office du juge des référés. Dans cette affaire relative à la résiliation d'une convention de délégation de service public prononcée pour faute, vous avez jugé, au titre du règlement au fond, que « si la société requérante soutient que les fautes commises n'auraient pas atteint un degré de gravité tel qu'il justifiait une résiliation aux torts exclusifs de celle-ci, une reprise des relations contractuelles à titre provisoire serait, en tout état de cause, dans les circonstances de l'espèce, de nature à porter une atteinte excessive à l'intérêt général ». Mais il ressort de ces motifs que la question qu'il ne vous a pas semblé nécessaire de trancher, celle qui est sous-entendue dans l'expression « en tout état de cause », porte sur la justification de la résiliation et non sur son principe. Vous avez estimé sans incidence sur l'appréciation des effets de la reprise des relations contractuelles la question de savoir si les manquements du titulaire étaient d'une gravité telle qu'ils justifiaient une résiliation à ses torts exclusifs plutôt qu'une résiliation dans l'intérêt général, laquelle ne fait d'ailleurs pas obstacle à ce que soient prises en considération, pour évaluer l'indemnisation à laquelle il peut prétendre dans ce cas, les fautes qu'il a commises (CE, 10 février 2016, *Commune de Bandol*, n° 387769, aux T). Mais, et c'est-là la différence essentielle avec l'ordonnance litigieuse, vous n'avez pas fait l'économie de l'évaluation du bien fondé du principe de la résiliation puisque vous relevez,

juste avant la phrase que nous avons citée, « que compte tenu notamment des attestations d'usagers, corroborées par les services de l'Etat et du département, produites par la commune, la matérialité d'une partie des faits reprochés à la société n'apparaît pas, en l'état de l'instruction, sérieusement contestable ». Pour le dire autrement, vous avez seulement jugé qu'à supposer même que les manquements reprochés au titulaire ne justifiaient pas une résiliation à ses torts exclusifs, ils justifiaient une résiliation dans l'intérêt général et faisaient donc obstacle à une reprise à titre provisoire des relations contractuelles. L'auteur de l'ordonnance attaquée a quant à lui jugé qu'à supposer même que la résiliation soit irrégulière et injustifiée, l'intérêt général faisait obstacle à la reprise des relations contractuelles. Il a donc substantiellement étendu le champ de l'inopérance, du motif d'une résiliation justifiée dans son principe à la justification du principe même de la résiliation.

Devez-vous censurer ce raisonnement ? Plusieurs arguments peuvent inciter à répondre par la négative.

Le premier tient à ce que, contrairement à la résiliation prononcée pour faute pour des motifs qui auraient pu justifier une résiliation dans l'intérêt général, la résiliation prononcée dès l'origine pour un motif d'intérêt général place cette appréciation de l'intérêt général au centre du débat, de sorte que le juge qui constate qu'un intérêt général fait obstacle à la reprise des relations contractuelles doit être regardé comme estimant nécessairement qu'il justifie la résiliation. Rien ne s'opposant a priori à ce que la personne publique fasse valoir devant le juge du contrat un motif justifiant la résiliation différent de celui qu'elle avait retenu initialement, il pourrait sembler excessivement formaliste d'imposer au juge de se prononcer d'abord sur ce motif plutôt que de l'envisager directement dans la perspective des conséquences de la reprise des relations contractuelles sur ce même intérêt général.

Mais c'est oublier que la décision de résiliation peut être entachée d'autres vices n'affectant pas sa justification, comme par exemple les conditions dans lesquelles elle a été prise. L'existence d'un intérêt général justifiant la résiliation suffit-il, parce qu'il peut aussi faire obstacle à la reprise des relations contractuelles, de ne pas se prononcer sur la validité de la résiliation ?

Le second tient plus généralement à l'esprit dans lequel vous avez institué le recours en reprise des relations contractuelles. Comme sa formulation l'indique, éclairée par les conclusions de notre collègue Emmanuelle Cortot-Boucher, vous avez entendu concentrer l'office du juge du contrat sur la finalité du recours qui n'est pas de contrôler la validité d'une décision administrative mais d'obtenir la reprise des relations contractuelles. Dans cette perspective, la question de la validité de la résiliation et de ses motifs, essentielle pour déterminer les droits du titulaire à indemnisation, apparaît secondaire au regard de toute circonstance susceptible de faire obstacle à la reprise des relations contractuelles. Plus exactement, la validité de la résiliation ne serait qu'une circonstance parmi d'autres susceptibles de faire obstacle à la reprise des relations contractuelles, telle que la survenance du terme normal de la convention ou un intérêt général, et il suffirait au juge d'en relever une pour pouvoir se dispenser de se prononcer sur les autres. Contrairement au séquençage qui semble ressortir des motifs de la décision *Béziers II*, les causes et conséquences d'une décision de reprise des relations contractuelles pourraient être perçues simultanément, comme des conditions cumulatives, telles que l'existence d'un moyen de nature à faire naître un doute sérieux quant à la légalité d'une décision et d'une situation d'urgence auxquels sont subordonnés la suspension de son exécution.

Cela est certainement vrai pour le non lieu à statuer résultant de la survenance du terme du contrat. Cela est également vrai pour le cas où le contenu du contrat résilié apparaît entaché d'une illicéité d'ordre public. Mais ces hypothèses sont différentes de l'appréciation de l'intérêt général auquel porterait atteinte la reprise des relations contractuelles : elles concernent des causes objectives de rejet, tenant au contrat lui-même, sa durée ou sa licéité.

Or, et c'est la raison principale qui nous paraît conduire à censurer le raisonnement tenu en l'espèce, l'appréciation de l'intérêt général suppose une mise en balance de plusieurs éléments, au nombre desquels figure la gravité des vices de la décision de résiliation. Rappelons les termes de votre décision de Section : « pour déterminer s'il y a lieu de faire droit à la demande de reprise des relations contractuelles, il incombe au juge du contrat d'apprécier, eu égard à la gravité des vices constatés et, le cas échéant, à celle des manquements du requérant à ses obligations contractuelles, ainsi qu'aux motifs de la résiliation, si une telle reprise n'est pas de nature à porter une atteinte excessive à l'intérêt général et, eu égard à la nature du contrat en cause, aux droits du titulaire d'un nouveau contrat dont la conclusion aurait été rendue nécessaire par la résiliation litigieuse ». L'intérêt général n'est pas uniquement l'intérêt que poursuit la personne publique en résiliant la convention, sous le contrôle du juge ; il s'agit d'un intérêt général plus vaste que le juge détermine et qui intègre non seulement l'intérêt général que la personne publique a en vue, mais aussi l'intérêt d'assurer la régularité de la décision administrative, qui s'attache à ce qu'une décision irrégulière soit en principe privée d'effet. C'est pourquoi, nous semble-t-il, vous avez subordonné la reprise des relations contractuelles à la condition qu'elle ne porte pas à l'intérêt général une atteinte excessive, adjectif qui ouvre une marge d'appréciation au juge qui doit pouvoir décider de cette reprise alors même qu'elle contrarierait l'action administrative, dès lors qu'elle ne compromet pas gravement un intérêt général, afin de rendre au cocontractant l'intégralité des droits dont il a été irrégulièrement privé. Cette appréciation de l'intérêt général n'est en ce sens pas si éloignée de celle que le juge de l'annulation pour excès de pouvoir peut être conduit à faire lorsqu'il s'interroge sur l'opportunité d'une modulation dans le temps de ses effets (Ass, 11 mai 2004, *Association AC ! et autres*, p. 197). Elle procède d'une mise en balance de l'ensemble des intérêts en présence, parmi lesquels figure l'intérêt d'obtenir la sanction de l'irrégularité de la résiliation. Et si le juge finit par rejeter la demande de reprise des relations contractuelles alors même que la résiliation n'a pas été prononcée régulièrement, c'est parce qu'il estime qu'au vu tant du vice dont la résiliation est entachée que de l'importance de l'intérêt général allégué, ce dernier doit prévaloir.

En se prononçant comme il l'a fait sur l'intérêt général susceptible de faire obstacle à la reprise des relations contractuelles en faisant abstraction de l'examen de la régularité de la résiliation et, par conséquent, au seul vu des objectifs poursuivis par la collectivité cocontractante, l'auteur de l'ordonnance attaquée a donc commis une erreur de droit puisqu'il n'a pas apprécié l'intérêt général au regard de l'ensemble des éléments concourant à son appréciation.

Le cas d'espèce illustre fort bien les risques d'un tel raccourci. L'auteur de l'ordonnance attaquée consacre de très longs développements à décrire « la politique globale de la mobilité et du stationnement [dans laquelle la commune de Cannes s'est engagée] sur son territoire pour les usagers, en recherchant la meilleure gestion des places de stationnement en ouvrage alors qu'elle gère déjà en régie le stationnement sur voirie, en vue de favoriser les déplacements et le stationnement des usagers, de maintenir l'attractivité et l'animation du centre-ville délaissé au profit des zones commerciales périphériques dotées de parkings

gratuits », l'échec des efforts entrepris par la ville depuis 2003 en termes de coût des stationnement « pour permettre à l'usager de mieux maîtriser ses frais de stationnement en fonction de ses besoins de déplacement en ville et faire du centre-ville de Cannes le plus grand centre commercial à ciel ouvert de la Côte d'Azur », les nouvelles mesures envisagées par la ville pour réduire significativement les coûts de stationnement (plage de gratuité importante le samedi et le dimanche, forfaits cinéma, restaurant, et toute autre offre aux mêmes fins) ainsi que les avantages, pour mener cette politique, d'une reprise en régie de l'exploitation de ces parcs.

Nous n'avons guère de doutes que ces projets caractérisent un motif d'intérêt général justifiant la résiliation de la convention de délégation de service public conclue 22 ans auparavant. Nous pensons également que, même si la commune a justifié la résiliation qu'elle a prononcée par la durée excessive de la convention, elle pouvait invoquer ce nouveau motif devant le juge pour justifier du bien fondé de la résiliation.

En revanche, ces motifs ne nous paraissent pas faire nécessairement obstacle à une reprise des relations contractuelles. La volonté légitime de mettre en œuvre une politique plus volontariste de stationnement souterrain destinée à attirer en centre ville les consommateurs motorisés résidant à l'extérieur ne représente pas un intérêt général d'une importance telle qu'il prévale sur toute irrégularité susceptible d'entacher la décision de résiliation, au point que le juge n'examine même pas l'existence de vices aussi graves que, par exemple, l'incompétence de l'auteur de l'acte ou l'insuffisante information du conseil municipal censé avoir décidé de la résiliation anticipée et accepté son coût très élevé pour le budget de la commune. Si une telle irrégularité était avérée, ne devrait-elle pas prévaloir sur l'intérêt général à mettre en œuvre une politique générale qui ne présente aucun caractère d'urgence et dont les modalités n'ont peut-être pas été soumises à l'organe délibérant chargé de la décider ?

Certes, on peut concevoir que dans certains cas l'atteinte à l'intérêt général que causerait une reprise des relations contractuelles prévale manifestement sur toute irrégularité, aussi grave soit-elle, de sorte qu'il est évident que la demande de reprise ne pourra qu'être rejetée. Vous pourriez donc admettre que le juge se prononce directement sur l'intérêt général, quitte à susciter un débat en cassation sur le point de savoir si cet intérêt général était suffisamment prégnant pour l'emporter par principe sur toute irrégularité. Il n'aurait pas commis d'erreur de droit en omettant de se prononcer sur la régularité de la résiliation mais une erreur de qualification juridique, que vous contrôlez, sur l'appréciation de l'intérêt général.

Cette solution nous semble cependant déplacer en cassation un débat qui doit en principe avoir lieu devant le juge du fond et généraliser en raison de quelques cas où la réponse est évidente une approche trop rapide dans la grande majorité des situations.

Le respect du séquençage des questions qui résulte des motifs de votre décision *Béziers II* garantit ainsi la prise en compte par le juge des différents éléments d'appréciation de la validité de la décision de résiliation d'abord, puis des conséquences de son éventuelle irrégularité, qui ne sont pas exactement les mêmes. Il ne représente pas une contrainte excessive et évite des raccourcis porteurs d'erreurs de droit de nature à donner aux requérants l'impression que cette voie de recours n'est pas seulement étroite mais aussi en trompe l'œil.

Plus généralement, en rappeler la rigueur montrera aussi que le pragmatisme dont vous faites preuve depuis quelques décennies en étendant l'office du juge à la détermination des conséquences des irrégularités qu'il constate n'est pas sans limite et que la légitimité du juge à prendre des décisions qui restreignent les effets de principe de son contrôle de la régularité de l'action administrative repose sur l'exercice de ce contrôle. Or, en se prononçant comme il l'a fait directement et uniquement sur l'atteinte à l'intérêt général d'une mesure dont il n'a pas examiné les causes juridiques susceptibles de la justifier, sans prendre aucunement en considération les autres intérêts en présence, notamment ceux du titulaire du contrat, comme il aurait du le faire s'il s'était prononcé sur l'urgence, le juge se comporte plus en administrateur qu'en juge.

Admettriez-vous le rejet de conclusions en contestation de la validité du contrat, par une partie ou par un tiers, au seul motif qu'un intérêt général s'oppose « en tout état de cause » à sa résiliation ou à son annulation, alors même que l'intérêt général dans ces contentieux n'est même pas envisagé au prisme de « l'atteinte excessive » susceptible de lui être portée ? Nous ne le pensons pas. Or valider cette démarche dans le cadre certes étroit d'une reprise des relations contractuelles risque d'ouvrir la porte à de telles dérives.

Nous vous proposons donc d'annuler l'ordonnance attaquée et de régler l'affaire au titre de la demande de référé suspension.

Vous commencerez, comme le précisent les motifs de votre décision *Béziers II*, par rechercher si la société requérante invoque un moyen propre à créer, en l'état de l'instruction, un doute sérieux sur la validité de la mesure de résiliation litigieuse. Pour ce faire, vous devrez déterminer si les vices invoqués paraissent, en l'état de l'instruction, d'une gravité suffisante pour conduire à la reprise des relations contractuelles et non à la seule indemnisation du préjudice résultant, pour le requérant, de la résiliation.

La société titulaire soutient en premier lieu que le conseil municipal n'aurait pas été suffisamment informé, notamment du montant de l'indemnité que la commune aurait à verser en cas de résiliation anticipée dans l'intérêt général. Ce moyen ne nous paraît pas fondé : il résulte de l'instruction que les commissions du conseil municipal ainsi que ses membres ont reçu en temps utile une information suffisante sur le projet de résiliation, notamment sur la durée excessive de la convention et la politique de la ville qu'elle permettrait de conduire, qui, s'il n'indiquait pas le montant précis de l'indemnité, ne cachait pas qu'une indemnité serait due. Son montant ne pouvait d'ailleurs être fixé, la commune ayant décidé d'organiser une évaluation précise des conséquences financières de cette décision.

Elle soutenait en deuxième lieu qu'elle n'a pas été mise à même de présenter ses observations préalablement à la décision de résiliation. Ce moyen est inopérant, la résiliation, fondée sur un motif d'intérêt général, n'ayant pas le caractère d'une sanction (CE, 9 novembre 1994, *M. T...*, n°140726, Rec T p 1139 ; CE, 20 mars 1996, *M. V...*, n°121601).

Le dernier manquement critiquait le motif de la résiliation tiré de la durée excessive de la convention. Vous avez fait le choix, pour les contrats conclus après l'entrée en vigueur de la loi du 29 janvier 1993, dite loi Sapin, qui a posé le principe selon lequel les délégations de service public devaient être limitées dans leur durée, durée qui ne saurait en principe dépasser

la durée normale d'amortissement des installations, de ne pas les considérer comme caducs¹ à partir du moment où ils auraient atteint la limite de cette durée normale, mais comme pouvant être résiliés par la personne publique, la nécessité d'une remise en concurrence constituant un motif d'intérêt général (CE, 7 mai 2013, *Société auxiliaire de parcs de la région parisienne*, n° 365043). Ce choix n'est pas sans incidence sur la voie contentieuse de la contestation de cette décision : la caducité du contrat ne permet probablement pas l'action en reprise des relations contractuelles, contrairement à la résiliation.

Le moyen tiré de ce que la durée de la convention n'était pas excessive ne nous paraît pas davantage de nature à créer un doute sérieux en l'état de l'instruction. Certes, comme le fait observer la société titulaire, la commune argumente beaucoup plus sur le fait que les investissements seraient à la date de la résiliation amortis alors que ce qui est déterminant pour savoir si la durée de la convention était excessive est l'amortissement tel qu'il était conçu lors de la conclusion du contrat et le temps qui pouvait être raisonnablement escompté pour ce faire. Il n'en demeure pas moins qu'il ressort des différents documents produits ainsi que de la convention de délégation, qui ne prévoyait la construction que d'un seul parc, que la durée de 30 ans pouvait dès l'origine apparaître excessive.

Au demeurant, à supposer même que ce motif ne vous paraisse pas justifier la résiliation, celui invoqué devant vous tenant à la nécessité de reprendre en régie un service dont les modalités d'exploitation ne correspondaient plus aux enjeux de la politique de la ville constitue bien un intérêt général justifiant cette décision.

Le choix de l'un ou l'autre motif aura certainement des conséquences pour la détermination du droit du titulaire à indemnité. Mais il n'en a pas pour savoir si la résiliation pouvait être décidée.

Si vous nous suivez sur l'absence de moyen de nature à faire naître un doute sérieux sur la validité de la résiliation, vous rejetterez la demande de reprise des relations contractuelles à titre provisoire sans avoir à vous prononcer sur l'existence d'une situation d'urgence, ni à vous interroger sur l'éventuelle atteinte à l'intérêt général d'une reprise des relations contractuelles.

EPCMNC : - Annulation de l'ordonnance attaquée ;

- Rejet de la demande de reprise des relations contractuelles à titre provisoire ;

- A ce que vous mettiez à la charge de la société Uniparc Cannes le versement à la commune de Cannes d'une somme de 4 000 euros au titre des frais exposés.

¹ Ce qui est le cas pour les contrats conclus antérieurement atteignant postérieurement cette limite : CE Assemblée, 8 avril 2009, Compagnie générale des eaux et Commune d'Olivet (p. 116)